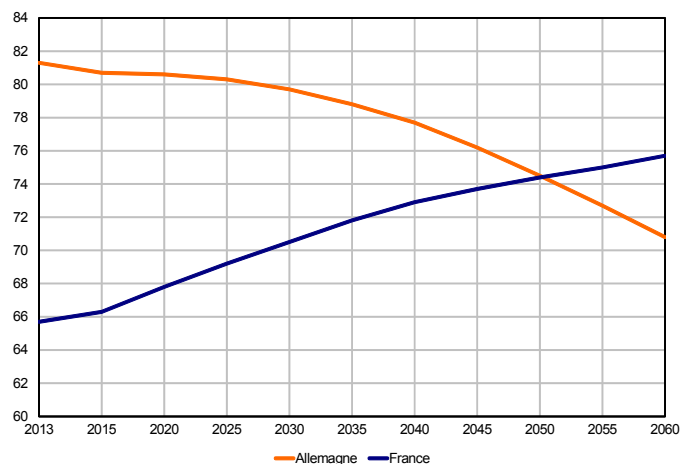


La démographie de taille à bouleverser le modèle économique allemand ?

- L'affaiblissement démographique allemand est déjà engagé malgré l'immigration, force stabilisatrice de court terme. En 2013, l'Allemagne comptait une population totale de 81,3 millions de personnes, en diminution de 500 000 personnes par rapport à 2003. Elle s'est cependant stabilisée sur la période très récente grâce à la forte hausse de l'immigration, dont la pérennité est incertaine, comme en témoigne l'alternance de périodes de flux nets positifs et négatifs sur le passé. Depuis 2008, l'Allemagne est à nouveau une terre d'accueil, principalement grâce aux flux en provenance des pays d'Europe de l'est, malgré le renforcement des flux en provenance du sud de la zone euro avec la crise. En projection, les estimations tablent sur des soldes migratoires annuels nets oscillant entre +100 000 et +250 000 personnes, en fonction de l'horizon temporel et des hypothèses, des niveaux qui restent dans tous les cas trop faibles pour enrayer le déclin démographique outre-Rhin.
- À long terme, la diminution de la population devrait s'accélérer outre-Rhin où la population totale deviendrait inférieure à celle de la France à partir de 2050. La tendance baissière devrait s'accroître et la population allemande continuer de vieillir, suivant l'allongement de l'espérance de vie à la naissance et le faible niveau de fécondité. Elle se contracterait de 13,5 % d'ici 2060 selon la Commission européenne. Le recul de la population en âge de travailler serait plus important encore, de l'ordre de 30 %. En 2050, la population totale allemande s'élèverait à 75 millions de personnes, identique au niveau atteint en France, où la population poursuivrait ensuite sa progression jusqu'à 75,7 millions de personnes contre 65,7 en 2013.
- Les simulations réalisées font état d'une diminution de la population active d'ici 2060. Le mouvement serait particulièrement prononcé d'ici à 2035, pour ensuite s'atténuer entre 2035 et 2060. Déjà proche du plein emploi, l'économie allemande serait privée d'une partie de sa population active, contraignant l'offre de travail et donc la croissance potentielle, qui, selon les organisations internationales, tomberait à +0,7 % autour de 2030, pour remonter à environ +0,9 % à horizon 2050 - 2060, contre +1,5 % en 2015.
- Le vieillissement de la population s'accompagnerait d'une augmentation des dépenses sociales liées à la retraite, la santé ou la dépendance, jusqu'à 25 % du PIB en 2060 contre 18 % en 2010. À recettes inchangées, cela pourrait conduire à une importante dégradation du solde public, puis de la dette publique.
- Les autorités ont pris des mesures pour faire face au phénomène : relancer la natalité *via* une politique familiale plus généreuse ou l'élargissement de l'accueil des enfants en bas âge, alléger les restrictions à la libre circulation des travailleurs issus des pays d'Europe centrale et orientale, encourager l'immigration de personnel qualifié, inciter l'insertion des seniors et des femmes sur le marché du travail, etc. L'impact de ces mesures reste néanmoins encore incertain.

Projection de la population totale en France et en Allemagne (millions de personnes)



Source : Commission européenne, *The 2015 Ageing Report*.

1. L'affaiblissement démographique allemand est déjà engagé, malgré le recours à l'immigration

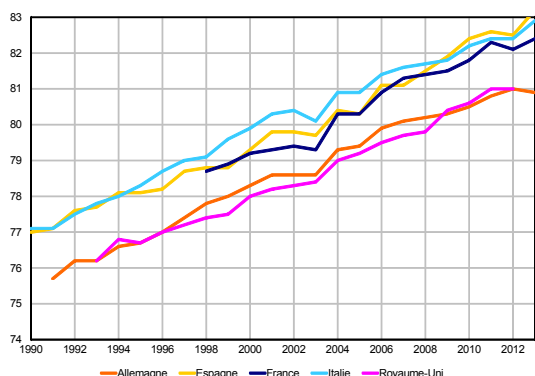
1.1 La population allemande diminue et vieillit sous l'effet conjugué de la hausse de l'espérance de vie et de la faible fécondité

Comme dans la plupart des pays européens, l'élévation de l'espérance de vie à la naissance en Allemagne entraîne un vieillissement de la population. Entre 1991 et 2013, l'espérance de vie à la naissance est passée de 75,2 ans à 80,9 ans (cf. graphique 1). Le vieillissement y a été accentué par la faible fécondité : l'indice synthétique de fécondité allemand est resté inférieur à 1,4 depuis les années 2000 (cf. graphique 2) soit un niveau très en-deçà de celui permettant le renouvellement de la population (2,1). Le chiffre des naissances n'a donc cessé de diminuer, atteignant

690 000 en 2013, comparé aux près de 910 000 décès, entraînant un solde naturel de -220 000 individus.

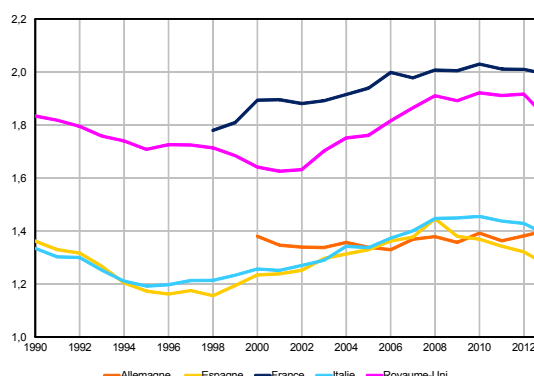
La population totale allemande a atteint un pic en 2003 à 82,5 millions d'habitants et diminue depuis, pour s'établir à 82 millions en 2013 (cf. graphique 3). La baisse de la population en âge de travailler lui est antérieure de quelques années. Le poids de la population âgée de 20 à 64 ans diminue depuis la fin des années 1990. Il a atteint un creux en 2008 à 60,5 %, contre 63,5 % en 1991 et s'établit désormais à 61,5 %. Cette population est en outre de plus en plus constituée de personnes âgées de 45 à 64 ans (de 25,4 % de la population totale en 1991 à 29,8 % en 2013), tandis que celle des 20-44 ans recule (de 38,0 % à 31,4 % de la population totale).

Graphique 1 : espérance de vie à la naissance



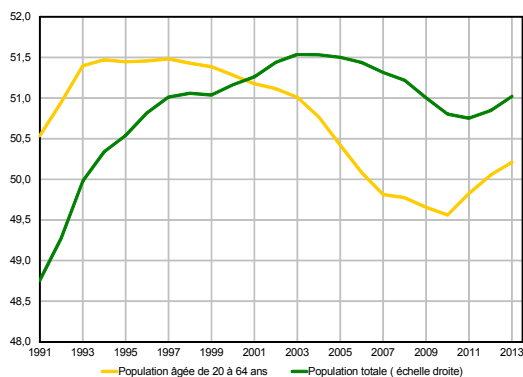
Source : Eurostat.

Graphique 2 : évolution de l'indice synthétique de fécondité



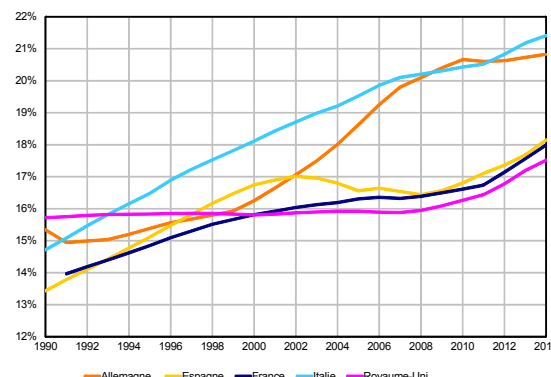
Source : Eurostat.

Graphique 3 : populations allemandes totale et âgée de 20 à 64 ans (millions)



Source : Eurostat.

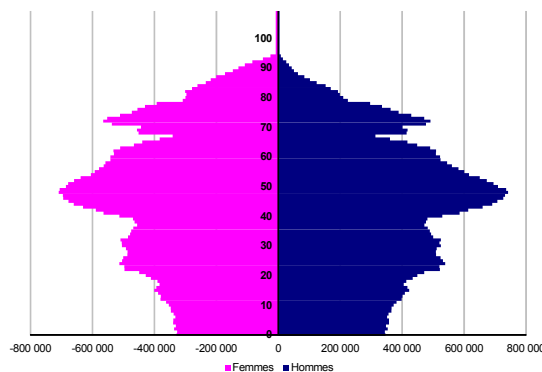
Graphique 4 : parts des 65 ans et plus dans la population totale



Source : Eurostat.

Ainsi, la part des plus de 65 ans dans la population totale augmente, et plus rapidement en Allemagne que dans la plupart des pays européens depuis le début des années 2000. Elle dépasse les 20 % en 2014 (vs 15 % en 1990 ; cf. graphique 4), alors que la pyramide des âges se transforme en s'affinant au niveau de son socle et en s'épaississant vers son sommet (cf. graphique 5).

Graphique 5 : pyramide des âges en Allemagne en 2013



Source : Eurostat.

Encadré 1 : Point lexical

Population en âge de travailler : population âgée de 20 à 64 ans ; tranche préférée à la conventionnelle tranche des 15-64 par souci de cohérence avec les projections de l'institut national des statistiques allemand (Destatis).

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année.

Indice synthétique de fécondité : mesure du nombre d'enfants qu'une femme aurait eu durant sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

Taux de fécondité (à un âge donné) : nombre d'enfants nés vivants des femmes de cet âge au cours de l'année, rapporté à la population moyenne de l'année des femmes du même âge.

Taux de natalité : rapport entre le nombre annuel de naissances et la population totale moyenne durant une année.

Ratio de dépendance : poids des personnes âgées de 65 ans et plus en pourcentage de celles âgées de 15 à 64 ans.

Frein à la dette : dispositif dont le but est de garantir un équilibrage des comptes sur un cycle conjoncturel complet.

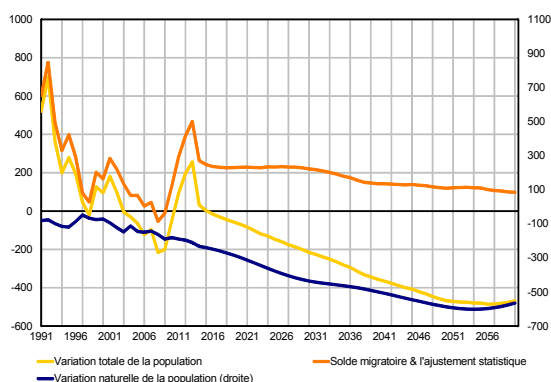
- En Allemagne, il a été adopté en 2009 pour entrer en vigueur en 2016. Sauf désastre naturel ou récession grave, le déficit structurel fédéral ne pourra excéder 0,35 % du PIB, tandis que les Länder devront être en excédent à partir de 2020.

Écart de soutenabilité : amélioration pérenne du solde primaire nécessaire pour respecter, à politique constante, la contrainte budgétaire intertemporelle d'un État.

1.2 À court terme, la poursuite d'une immigration forte permettrait néanmoins de limiter les conséquences du changement démographique

L'immigration a permis à la population de se redresser depuis 2011. Après la réunification, la population totale a pu augmenter grâce à un important solde migratoire, avec une moyenne de +306 000 individus par an entre 1991 et 2003 (cf. graphique 6). L'accentuation du déficit naturel a ensuite engendré un recul de la population de 2003 à la fin de la décennie 2000. Depuis lors, la population immigrée a permis au pays de voir sa population totale croître à nouveau et pourrait continuer à compenser partiellement la baisse de la population à l'avenir¹.

Graphique 6 : populations totale, naturelle et issue de l'immigration en Allemagne

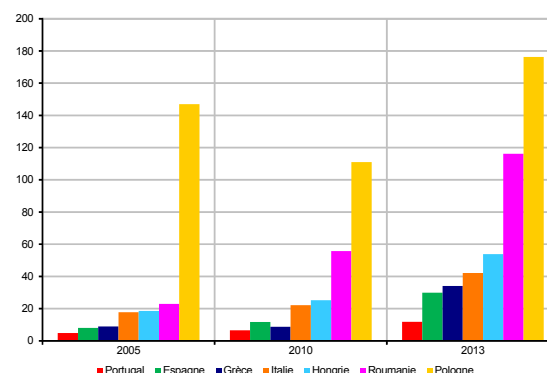


Source : Eurostat.

Cependant, la poursuite d'une immigration forte est incertaine à long terme. Premièrement, l'augmentation est en partie due à une augmentation de l'immigration italienne (+52 % entre 2012 et 2013) et espagnole (+19 %), en lien avec la crise économique. Cette évolution pourrait s'infléchir avec la reprise. Deuxièmement, un phénomène de retour des migrants vers leurs pays n'est pas à exclure. Ainsi, l'émigration à destination de la Bulgarie et de la Hongrie a par exemple fortement augmenté ces dernières années, de sorte que le solde migratoire avec ces pays a baissé en 2013 (respectivement -13 % et -7 %). Enfin, les phénomènes migratoires sont par nature très volatils, comme le montrent les chiffres des vingt dernières années (cf. graphique 6).

Le solde migratoire est en effet en forte augmentation depuis 2010, faisant de l'Allemagne le 2^e pays le plus attractif au monde après les États-Unis. En 2013, le solde migratoire était de l'ordre de 400 000 personnes (en hausse de +19 % par rapport 2012), soit le niveau le plus élevé depuis 1993. Près de 80 % des migrants outre-Rhin viennent d'Europe. Bien qu'on observe depuis 2011 une augmentation sensible des flux en provenance des pays périphériques touchés par la crise, l'essentiel des flux provient des nouveaux États membres de l'UE, notamment de Pologne et de Roumanie qui semblent constituer un socle de main d'œuvre immigrée sur lequel l'Allemagne devrait pouvoir compter pendant plusieurs années encore (cf. graphique 7).

Graphique 7 : pays d'origine des principaux flux d'immigration en Allemagne



Source : Destatis.

1.3 Toutes les projections font état d'une population totale et en âge de travailler vieillissantes et en repli

Quelles que soient les hypothèses, l'étude de Destatis réalisée en 2009 conclut à la baisse de la population allemande totale et en âge de travailler, ainsi qu'à l'augmentation du ratio de dépendance (cf. tableau 1). Destatis propose quatre scénarios démographiques à horizon 2060, en combinant plusieurs niveaux de fécondité, d'espérance de vie et d'immigration (cf. tableau 2). Les résultats des projections de Destatis sont à comparer avec les données disponibles en 2008. À cet égard, le niveau élevé de l'immigration actuel pourrait entraîner une modification des hypothèses de solde migratoire utilisée dans les projections de Destatis.

(1) Les autorités allemandes tablent sur un solde migratoire net de 500 000 personnes en 2014.

Tableau 1 : Synthèse des hypothèses et résultats de Destatis et de l'AWG

		Population (millions)		Espérance de vie (ans)		Indice de fécondité (%)
		Totale	20 - 64 ans	Femmes (ans)	Hommes (ans)	
DESTATIS	Données 2008	82,0	45,4	82,4	77,2	1,38
	Scénario « population moyenne basse »	-15,6	-17,3	+6,2	+7,0	+/-0,0
	Scénario « population moyenne haute »	-10,7	-13,6	+6,2	+7,0	+/-0,0
	Scénario « population relativement jeune »	-6,3	-13,5	+6,2	+7,0	+0,2
	Scénario « population relativement vieille »	-16,9	-18,9	+8,2	+9,7	-0,2
UE	Données AWG 2010	81,7	49,7	82,7	77,6	1,36
	Scénario central AWG 2012	-15,6	-16,9	+5,4	+6,9	+0,2
	Données AWG 2013	81,3	49,7	83,2	78,5	1,4
	Scénario central AWG 2015	-11,0	-14,8	+6,1	+7,2	+0,2

Sources : Destatis et Union européenne.

Tableau 2 : Hypothèses des projections démographiques de Destatis à horizon 2060

	Fécondité	Espérance de vie	Immigration
Borne haute	Élevée : • enfants par femme : 1,6 • années supplémentaires de l'âge de procréation : +1,1	Élevée : • femmes : 91,2 ans • hommes : 87,7 ans	Élevée (solde moyen) : • +200 000 pers / an
Intermédiaire	Constante : • enfants par femme : 1,4 • années supplémentaires de l'âge de procréation : +1,6	Modérée : • femmes : 89,2 ans • hommes : 85,0 ans	Modérée (solde moyen) : • +100 000 pers / an
Borne basse	Recul : • enfants par femme : 1,2 • années supplémentaires de l'âge de procréation : +2,0	Recul :	Recul :

Source : Destatis

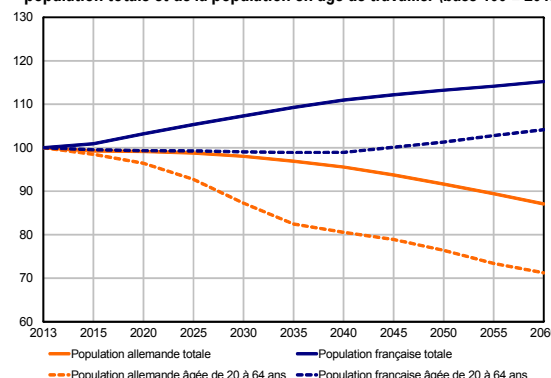
De leur côté, les travaux préliminaires de l'*Ageing Working Group*² de la Commission européenne font état d'une diminution de la population totale allemande de l'ordre de 11 millions de personnes d'ici 2060, soit près de 13 %. Sur la base d'une population estimée en 2013 à 81,3 millions de personnes, les projections de l'AWG arrivent en 2015 à des conclusions similaires au scénario dit de « population moyenne haute » de Destatis. Sans mouvement migratoire d'importance, la population en âge de travailler devrait perdre plus du quart de ses effectifs à long terme (-29,8 %). Estimée à 49,7 millions de personnes en 2013, elle aurait déjà amorcé un recul (estimation de 48,9 millions en 2015) dont le rythme devrait s'accroître jusqu'au milieu des années 2030 (estimation de 41,0 millions en 2035) pour aboutir à 35,4 millions en 2060.

Ces données sont l'actualisation de celles utilisées dans le précédent rapport de l'AWG (publié en 2012 sur la base de données projetées en 2010). Elles ne changent pas significativement ces conclusions si ce n'est le solde migratoire, nettement revu à la hausse³ ; l'actualisation des projections tend toutefois à les rapprocher des scénarios les moins dégradés de Destatis concernant la population totale et la population en âge de travailler (cf. tableau 2).

D'après les résultats obtenus, la période de projection de l'AWG peut être subdivisée en deux périodes : 2013

- 2035, puis 2035 - 2060. Durant la première, la population âgée de 20 à 64 ans devrait diminuer de 8,7 millions de personnes, contre 5,6 millions durant la seconde période (cf. graphique 8). À l'inverse, le mouvement serait moins prononcé en première qu'en seconde période pour la population totale (respectivement -2,5 millions et -8,0 millions). Cela paraît cohérent avec la pyramide des âges allemande de 2013, dont le socle étroit va progressivement remonter vers le sommet, mais en demeurant resserré et remplaçant des cohortes d'âges plus fournies.

Graphique 8 : projection par l'AWG pour la France et l'Allemagne de la population totale et de la population en âge de travailler (base 100 = 2013)



Source : Commission européenne, The 2015 Ageing Report.

(2) Rapport complet à paraître courant 2015.

(3) Selon le rapport 2012 de l'AWG, l'Allemagne disposait en 2010 d'une population de 82 millions de personnes devant se réduire de 15,5 millions de personnes d'ici 2060, tandis que la population en âge de travailler, qui s'élève actuellement à 50 millions diminuerait de 16,4 millions de personnes, en tenant compte d'un solde migratoire oscillant entre +40 000 et +130 000 personnes.

2. Des évolutions démographiques susceptibles de bouleverser le modèle économique allemand à travers sa croissance potentielle, ses finances publiques, ou encore son solde courant

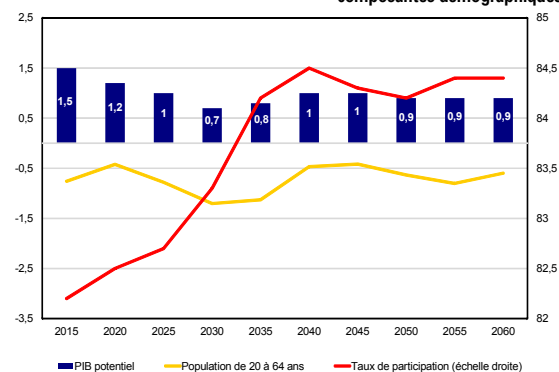
2.1 À productivité constante, le vieillissement démographique pèserait sur la croissance potentielle et le niveau de vie en Allemagne

Sur la base d'une productivité supposée constante, l'ampleur du recul de la population allemande, et notamment de sa population en âge de travailler, serait telle que le taux de croissance du PIB potentiel allemand tomberait à environ +0,7 % autour de 2030 selon les travaux de l'AWG, puis s'établirait à +0,9 % à horizon de la prévision contre environ +1,5 % en 2015. Disposant d'une population en âge de travailler réduite, l'Allemagne serait en effet privée de ses ressources en offre de travail, y compris en supposant l'augmentation puis la stabilisation à un niveau élevé du taux d'activité de la population des 20-64 ans sur le marché du travail (cf. graphique 9). Le mouvement serait particulièrement prononcé d'ici 2035, pour ensuite s'atténuer entre 2035 et 2060 (cf. paragraphe 1.3)

Ce faisant, selon les travaux de l'AWG, la croissance potentielle allemande deviendrait inférieure à celle

de la zone euro et de la France à partir de 2020 et le resterait d'ici 2060 puisqu'elle serait en moyenne (entre 2020 et 2060) de +0,9 %, contre +1,4 % pour la zone euro et +1,6 % pour la France⁴.

Graphique 9 : projection de la croissance du PIB potentiel allemande et de ses composantes démographiques



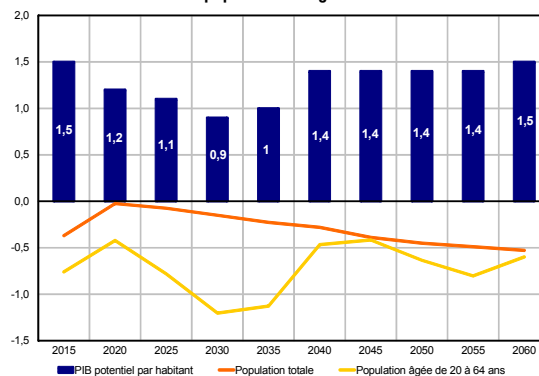
Source : Commission européenne, The 2015 Ageing Report.

Encadré 2 : La richesse par habitant

Le niveau de richesse des Allemands devrait également subir d'importantes variations durant les décennies à venir. Comptablement, le PIB par habitant peut être décomposé comme le produit de la productivité du travail, du taux d'emploi et de la part de la population en âge de travailler dans la population totale. Le PIB par habitant se replierait nettement de 2015 à 2030, avant d'augmenter à nouveau jusqu'à retrouver son niveau initial en fin de période (cf. graphique 10). En effet :

- le recul de la population en âge de travailler au sein de la population totale serait particulièrement pénalisant jusqu'à 2030, puis aurait un effet plus limité ;
- ce faisant, l'emploi devrait diminuer rapidement notamment autour des années 2030, y compris sous l'hypothèse d'une hausse du taux d'activité (celui-ci s'établit déjà à un niveau très élevé en Allemagne) ;
- l'évolution de la productivité du travail est plus incertaine, mais une baisse de la productivité des personnes âgées de plus de 55 ans paraît consensuelle dans la littérature. En Allemagne, la part relative des travailleurs de 55-65 ans au sein de la population augmente d'ores et déjà : selon Eurostat, ils seront plus nombreux que les travailleurs de 30-49 ans avant la fin de la décennie en cours. Une élévation de l'âge de départ à la retraite renforcerait cette tendance.

Graphique 10 : projection de la croissance du PIB par habitant, de la population totale et de population en âge de travailler



Source : Commission européenne, The 2015 Ageing Report.

2.2 La réduction de la population active fait peser un risque sur la soutenabilité des finances publiques

Le taux de dépendance de la population allemande va s'accroître au fur et à mesure de son vieillissement, passant de 32 % en 2013 à 59 % en 2060 pour l'AWG, et à 53,3 % ou 64,9 % pour le Ministère des Finances allemand

(BMF)⁵ selon que l'on se réfère à son scénario optimiste ou pessimiste⁶.

Quelle que soit son ampleur, le vieillissement de la population allemande s'accompagnera nécessairement d'une augmentation des dépenses sociales liées aux retraites, à la santé et à la dépendance⁷. En 2010, ces dépenses représentaient environ 18 % du PIB allemand. Le BMF estime qu'elles pourraient être portées à 22 % voire 25 % du PIB en 2060 selon le scénario retenu, avec une accé-

(4) Cf. détails dans The 2015 Ageing Report de la Commission européenne.

(5) Cf. rapport mensuel daté du 25 mars 2014.

(6) Dans son rapport mensuel de mars 2014, le BMF s'appuie sur les scénarios démographiques de Destatis appelés ci-dessus « population relativement jeune » et « population relativement vieille » pour construire des scénarios macroéconomiques à horizon 2060 en y ajoutant des hypothèses d'âge de départ à la retraite (+1 ou +2 an entre 2012 et 2035), de taux de chômage (tombe à 3,4 % en 2030 puis constant, ou augmente à 5,8 % en 2030 puis constant), de productivité globale des facteurs (+0,96 %/an à partir de 2019 ou +0,71 %/an à partir de 2019), et d'inflation (+1,9 % à partir de 2019).

lération à compter de 2030. Ses projections optimistes comme pessimistes envisagent les retraites comme étant le principal facteur de l'augmentation des dépenses sociales liées à l'âge, devant la santé et la dépendance.

Ainsi, le solde public, actuellement excédentaire se détériorerait. Le BMF estime la trajectoire des finances publiques à politique inchangée et donc à revenus constants en pourcentage du PIB et incluant le paiement d'intérêts sur la dette. Le solde public deviendrait déficitaire dès 2020 dans le cadre du scénario pessimiste pour atteindre -12 % en 2060. Dans le cadre du scénario optimiste, le solde public basculerait en négatif à compter de 2030 jusqu'à atteindre environ -3 % en 2060.

En conséquence, le BMF estime que le ratio de dette publique exprimé en points de PIB diminuerait plus ou moins rapidement selon le scénario étudié puis progresserait à nouveau ensuite sous hypothèse de politique inchangée. Suivant le scénario pessimiste, la dette publique atteindrait le seuil de 60 % du PIB à la fin des années 2020, puis augmenterait à nouveau dès le début des années 2030 pour atteindre 180 % en 2060. Le scénario optimiste maintiendrait la dette publique sous le seuil des 60 %, même à long terme. Dans ce cadre, la dette publique poursuivrait sa baisse jusqu'à moins de 40 % autour de 2040, puis suivrait une tendance légèrement haussière jusqu'à environ 50 % en 2060. Entre ces deux extrêmes, le BMF a envisagé l'impact que pourrait avoir la modulation de différentes hypothèses sur le poids de la dette publique dans le PIB. La modulation des critères purement démographiques (taux de fécondité et espérance de vie) aurait un impact relativement modéré au regard des critères relevant de la politique socio-économique (durée de vie active et immigration qualifiée), et de la conjoncture (taux de chômage)⁸.

Partant de ces simulations, le BMF calcul un indicateur appelé « écart de soutenabilité », correspondant à la hausse immédiate et pérenne du solde budgétaire primaire (de l'ordre de 0,6 % à 3,1 % selon le scénario retenu) nécessaire pour la

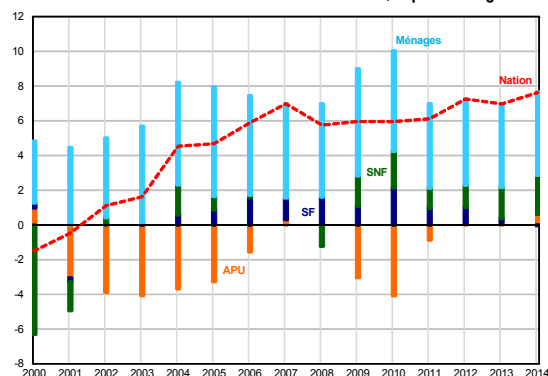
stabilité de ratio de dette publique à long terme. Il note enfin que la dette pèserait de moins en moins dans le PIB quel que soit le scénario si l'Allemagne respectait le frein à la dette et les objectifs de finances publiques d'ici 2019.

2.3 Le vieillissement démographique est susceptible de réduire l'excédent de la balance courante, en réduisant le taux d'épargne des ménages

Le vieillissement de la population allemande peut entraîner le recul du taux d'épargne macroéconomique. Selon le BMF, la pension à épargner des ménages diminue à partir de 40 ans, et d'autant plus que leur âge avance jusqu'au seuil des 70 ans. Au-delà de 70 ans, le taux d'épargne se rétablit, mais cela ne se répercute que modérément sur le taux d'épargne macroéconomique en raison d'un effet de cohorte, puisque les personnes âgées de 55 à 70 ans sont plus nombreuses que celles de 70 ans et plus.

À travers le recul de leur taux d'épargne, les ménages jusque-là importants contributeurs à l'excédent courant (cf. graphique 11), pourraient favoriser l'apparition d'un déficit courant.

Graphique 11 : solde courant allemand et ses contributeurs (en pourcentage du PIB)



Source : Destatis.

3. Le gouvernement a pris de nombreuses mesures visant à limiter les effets du changement démographique

3.1 Si les mesures encourageant l'immigration semblent avoir porté leurs fruits, la natalité paraît toujours limitée par les difficultés de conciliation entre vie privée et vie professionnelle

L'Allemagne a tenté de relancer la natalité, notamment par une politique familiale plus généreuse et par l'élargissement progressif de l'accueil des enfants en bas âge. Ainsi, le gouvernement a introduit au 1^{er} janvier 2007 l'allocation parentale (*Elterngeld*) servie aux parents prenant un congé parental. D'une durée maximale d'un an (voire 14 mois si les deux parents se partagent le congé), cette allocation est proportionnelle au revenu salarial net perçu par la personne avant le congé parental. Par ailleurs,

les allocations familiales (*Kindergeld*) ont été sensiblement augmentées en 2009 et 2010 et l'abattement de base par enfant relevé. L'Allemagne s'est en outre engagée en 2007 à élargir l'accueil en crèche des enfants en bas âge en créant un droit opposable dans le cadre d'un vaste programme d'investissement de 12 Md€. Si le nombre d'enfants de moins de trois ans dans les structures d'accueil a fortement progressé (de 286 000 en 2006 à 597 000 en 2013), l'objectif initial (de 750 000 places au 1^{er} août 2013) n'a pas été atteint. De plus, l'accueil à journée continue dans les structures scolaires a été élargi notamment *via* d'un programme d'investissement fédéral de 4 Md€ entre 2003 et 2009. Près d'un tiers des enfants seraient ainsi accueillis à l'école primaire toute la

(7) Selon le scénario central du rapport 2012 de l'AWG, ces postes de dépenses publiques représenteraient 26 % du PIB allemand en 2060, contre 20 % en 2010. En cohérence avec l'évolution de la population en âge de travailler et de la croissance potentielle, l'essentiel de la hausse des dépenses publiques liées au vieillissement de la population allemande se déroule entre 2010 et 2035 (+3,5 points de pourcentage, contre +2,2 entre 2035 et 2060), notamment en lien avec les dépenses de santé (+1,1 pt puis +0,3 pt) et de retraite (+1,6 pt puis +1,0 pt). L'actualisation de ces données dans la version 2015 du rapport de l'AWG n'a pas encore été publiée.

(8) Le rapport mensuel du BMF dont est issue cette étude ne dévoile pas l'ampleur de la modulation de tous ces critères.

journée actuellement contre seulement 6,8 % en 2004. L'offre ne couvre cependant pas encore la demande : 70 % des familles souhaitent un accueil de leur enfant toute la journée dans une école selon une enquête de l'institut de recherche économique berlinois DIW⁹.

Les mesures prises pour encourager l'immigration qualifiée expliquent en partie la hausse de l'immigration. L'Allemagne a levé les restrictions à la libre circulation des travailleurs au 1^{er} mai 2011 pour huit États d'Europe centrale et orientale, et au 1^{er} janvier 2014 pour la Bulgarie et la Roumanie. Par ailleurs, les démarches administratives ont été allégées pour le personnel qualifié et les professions insuffisamment pourvues en main d'œuvre. La reconnaissance des diplômés étrangers (prévue par la loi d'avril 2012) progresse mais semble toujours délicate : cela a concerné environ 11 900 personnes en 2013, soit 8 % de plus qu'en 2012 ; un chiffre toutefois peu élevé en proportion du flux d'immigrants enregistré cette année-là. Enfin, l'Allemagne a mis en place un programme visant à aider les jeunes, notamment originaires du sud de l'Europe, souhaitant faire un apprentissage.

3.2 Si la participation des femmes et des seniors au marché du travail a considérablement augmenté, une part importante de la population reste sous-employée

En vue d'accroître le volume de travail, l'Allemagne a favorisé une approche extensive, en relevant notamment les incitations à travailler pour les femmes et les seniors. Les programmes de préretraite (cofinancés par l'Agence fédérale du travail) ont été progressivement suspendus et une loi portant l'âge légal de départ à la retraite de 65 ans à 67 ans à l'horizon 2029 a été adoptée par le parlement dès 2007. Le taux d'emploi des seniors (âgés de 55 à 64 ans) a ainsi fortement progressé sur la dernière décennie (+22 points à 63,5 % et +10 points à 68,8 % respectivement en 2013 par rapport à selon Eurostat).

La priorité ayant été donnée au retour à l'emploi (même à temps réduit), l'augmentation du temps de travail (approche intensive) n'a jusqu'à présent pas été exploitée. Ainsi, la hausse de l'emploi salarié s'explique par la forte hausse des emplois à temps partiel, notamment occupés par des femmes (c'est le cas pour près de la moitié d'entre elles), les emplois à temps plein ayant très peu progressé (+140 000 à 24,5 millions). Au final, le volume du temps de travail des salariés n'a que faiblement augmenté sur la dernière décennie (+4,7 %).

3.3 Les prestations retraites, santé et chômage ont été réduites

Avec les réformes des retraites de 2001 et 2004, l'Allemagne est passée d'une logique de stabilisation du ratio de remplacement net à une logique de stabilisation du taux de cotisation. La priorité est donnée à la stabilisation du taux de cotisation (plafonné par la loi à 22 %), notamment grâce à l'introduction en 2005 d'un facteur démographique minorant la réévaluation des retraites en cas de dégradation du ratio entre retraités et cotisants. Par ailleurs, la réforme de l'assurance retraite invalidité en 2001 a conduit également à une baisse très sensible du dispositif public.

L'Allemagne est intervenue aussi au niveau des dépenses de santé et de chômage. Pour la santé, en introduisant dès le milieu des années 1990 une assurance dépendance et en augmentant sensiblement la charge financière pour les assurés (réforme de 2003). Pour le chômage, en abaissant les prestations dans le cadre de l'Agenda 2010¹⁰.

La baisse des prestations sociales a lancé un débat sur les nouveaux risques de pauvreté auxquels serait exposée une part de la population allemande. Ainsi, comme le relève l'OCDE, la moindre générosité du système public de retraite pourrait poser des difficultés à long terme dans un contexte de carrières professionnelles moins régulières et de faible progression des bas salaires.

Laure BAQUERO, Florence GOMEZ, Laurence RAMBERT, Nicolas STUDER

(9) DIW Wochenbericht 27/2013.

(10) Cf. Bouvard F., Rambert L., Romanello L. et Studer N. (2013), « Réformes Hartz : quels effets sur le marché du travail allemand ? », *Lettre Trésor-Éco* n° 110, mars.

Éditeur :

Ministère des Finances
et des Comptes publics
et Ministère de l'Économie
de l'Industrie et du Numérique

Direction générale du Trésor
139, rue de Bercy
75575 Paris CEDEX 12

Directeur de la Publication :

Sandrine Duchêne

Rédacteur en chef :

Jean-Philippe Vincent
(01 44 87 18 51)
tresor-eco@dgtresor.gouv.fr

Mise en page :

Maryse Dos Santos
ISSN 1777-8050
eISSN 2417-9620

Derniers numéros parus**Mai 2015**

n°148. La taxe sur la valeur ajoutée dans l'Union européenne
Jean-Alain Andrivon

n°147. Inégalités, pauvreté et mobilité sociale aux États-Unis : un enjeu économique et social d'envergure
Boris Guannel, Emmanuelle Masson et Werner Perdrizet

Avril 2015

n°146. Le *productivity puzzle* au Royaume-Uni
Emmanuel Bétry, Marion Chich, Pauline Ennouchy, Marie-Emmanuelle Faure, Lisa Gaudy

n°145. Quel avenir pour le dispositif de prise en charge des affections de longue durée (ALD) ?
Daniel Caby, Alexis Eidelman

n°144. La situation économique mondiale au printemps 2015 : l'activité mondiale accélère, portée par les pays avancés
Marie Albert, Flore Bouvard, Guillaume Cléaud, Thomas Gillet

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-eco>

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.